

Parlement? Ceci: une fois faites les recommandations à la suite des audiences, le gouvernement aurait tout simplement fait adopter un décret du conseil et imposé ce nouveau fardeau à l'industrie en général et aux agriculteurs de l'Ouest. Il était évident que l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent recommanderait d'augmenter le tarif, imposant ainsi un fardeau à l'industrie qui cherche à empêcher les frais de monter mais ne peut y parvenir face à ce genre de mesure.

J'ai parlé d'une lettre. Eh bien, croiriez-vous qu'une lettre ait pu être adressée à ces filiales canadiennes pour leur dire ceci:

Efforcez-vous davantage à donner la priorité requise aux initiatives pour les ventes et les commandes d'exportation, même en dépit d'une forte demande intérieure.

Cherchez à rapatrier les revenus des filiales outre-mer qui ne sont pas nécessaires à la conduite de leurs affaires.

Examinez attentivement les projets d'investissements directs et différez ceux qui sont marginaux, même si la formule du programme les permet.

Tâchez toujours d'emprunter à l'étranger pour répondre aux besoins d'investissement étranger, quand c'est possible.

Essayez sans cesse de rapatrier tout actif à court terme qui n'est pas vraiment nécessaire à la conduite des affaires dans les autres pays.

Servez-vous davantage des navires battant pavillon américain et des lignes aériennes des États-Unis.

Alors, quoi? Le secrétaire au Commerce des États-Unis se permet d'adresser une lettre semblable à des sociétés canadiennes liées à des entreprises américaines. Enfin, on leur conseille de tenir les réunions du conseil d'administration aux États-Unis plutôt qu'à l'étranger, lorsque la chose est pratique. C'est dans l'article de Nash dont j'ai parlé qu'on trouve ces révélations. Si vous demandez au gouvernement ce qu'il compte faire, on vous donne la réponse classique: l'affaire est sans cesse étudiée avec la plus grande attention. Il n'est pas nécessaire d'être bilingue pour comprendre ce que cela veut dire. La déclaration du gouvernement signifie que rien ne sera fait. A mon avis, ce qui se produit ici au sujet du péage n'est qu'un aspect de toute cette situation.

J'aimerais savoir s'il y a eu ou non un accord secret avec les États-Unis à ce sujet. Nous savons que l'ancien ministre des Finances, le député de Davenport (M. Gordon), a conclu un accord, apparemment respecté par son successeur, qui impose des frais additionnels au consommateur canadien pour aider les États-Unis à redresser leur balance

[Le très hon. M. Diefenbaker.]

des paiements. Nous aurons un déficit d'au moins un milliard et demi cette année. Si les États-Unis avaient un déficit proportionnellement aussi élevé, il atteindrait 20 milliards ou plus.

À Montréal, j'ai parlé devant le congrès des éditeurs et journalistes américains. C'était, à mon sens, excellent pour eux de tenir leur congrès au Canada. Ils ont écouté les raisonnements qu'on leur a exposés et, après mon discours, certains d'entre eux m'ont dit qu'ils n'étaient pas au courant de ces choses. On n'a rien dit de la situation économique du Canada. Il est temps que le Parlement fasse entendre sa voix. Quand j'étais au pouvoir, on m'a accusé d'être anti-américain parce que j'ai osé dire que les principes politiques canadiens devaient être posés au Canada et par des Canadiens. Telle est la politique conservatrice depuis des années, et c'est la seule qui protégera l'indépendance du pays.

Il me déplaît que le Secrétaire au Commerce des États-Unis ait écrit une telle lettre à des Canadiens, car ces sociétés sont canadiennes. Nous accueillons de bon gré les investissements étrangers, mais nous ne voulons pas d'immigrants qui entrent au pays avec des capitaux et sont déterminés à se soumettre aux lois de leur pays d'origine ou même à en tenir compte.

Au sujet de la motion qui nous préoccupe aujourd'hui, je crois que l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent devrait savoir que nous sommes opposés à toute augmentation de ces péages. On n'a pas beaucoup soutenu l'avis contraire. Cette augmentation ne saurait que nuire au Canada et n'aiderait que très peu aux États-Unis. Si, par hasard, l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent a déjà pris sa décision, tout en entendant les instances—et il n'est pas nécessaire d'être méfiant pour le croire après la déclaration d'un de ses membres à Winnipeg—alors le gouvernement canadien devrait savoir ce qu'on attend de lui. C'est pourquoi j'aurais cru qu'un plus grand nombre de ministres auraient été ici pendant qu'on discute d'une question qui touche l'économie du pays, et pas seulement le ministre de la Main-d'œuvre, le ministre associé de la Défense nationale (M. Cadieux) et, surtout, le ministre des Forêts (M. Sauvé). Je les félicite d'être à la Chambre, mais où sont les ministres qui s'occupent particulièrement des questions économiques? Ils étaient ici à l'appel de l'ordre du jour, mais ils sont partis depuis.